

ARF

ASSOCIATION DES RÉGIONS DE FRANCE

05.12.05	-A/40097
ATTRIB:	TK
COPIE:	AD / JV / J1 / I

Paris, le 30 NOV. 2005

LE PRÉSIDENT

Madame la Commissaire, HT.349

J'ai pris connaissance avec une attention toute particulière du projet de la Commission portant consultation sur les aides d'Etat à l'innovation. Compte tenu de l'importance de ce sujet pour les Régions françaises et en particulier dans le prolongement de la réforme des aides d'Etat à finalité régionale, je souhaite vous faire part des remarques et propositions formulées par notre association.

Nous partageons pleinement le souhait de la Commission de promouvoir les politiques de la recherche et de l'innovation, atouts importants de la compétitivité de nos entreprises et de nos territoires. Cette volonté doit se traduire par des mesures favorisant le plus largement possible l'innovation, incitant le plus grand nombre d'acteurs publics et privés à s'engager dans ces démarches et assurant la plus grande couverture territoriale. L'objectif de compétitivité ne doit pas occulter l'objectif de cohésion. Ces deux impératifs doivent être satisfaits de manière cohérente dans la recherche à la fois d'une plus grande efficacité des dispositifs d'aide, d'une meilleure prise en compte des besoins des entreprises et des marchés et d'une préservation des équilibres économiques territoriaux.

Malheureusement, les Régions françaises ne retrouvent pas dans le texte qui est soumis à la consultation ces objectifs que la Commission avait pourtant affirmés. En premier lieu, les soutiens doivent être équilibrés d'une part entre secteur public et privé de la recherche et d'autre part entre grandes entreprises et petites entreprises. En second lieu, les préoccupations de développement des territoires doivent être réintroduites par le biais des bonifications ainsi que par une mise en cohérence avec le projet de lignes directrices sur les aides d'Etat à finalité régionale, en particulier s'agissant de la création d'entreprises.

En outre, le projet identifie l'innovation à l'ancienne notion de développement préconcurrentiel contenue dans l'encadrement Recherche et Développement. Aussi, les Régions françaises estiment que l'on ne peut analyser l'Innovation indépendamment de l'ensemble des problématiques de recherche et développement. Elles insistent sur la nécessité de connaître simultanément le projet d'encadrement Recherche et développement.

Enfin, les Régions françaises constatent que les dispositifs proposés restreignent de manière importante par rapport à l'encadrement actuel les incitations aux démarches d'innovation par une définition limitative, par une diminution des bénéficiaires des aides ou par une minoration des taux d'intervention.

.../...


C'est dans cet esprit que les Régions françaises ont entendu présenter leurs réflexions et leurs demandes sur le projet de communication. Leur exposé précis fait l'objet de la note jointe.

En particulier, les Régions françaises demandent à la Commission de prévoir un dispositif favorisant la circulation et la diffusion de l'innovation entre les différents acteurs économiques et de la recherche.

Les Régions françaises souhaitent connaître le calendrier d'adoption des divers encadrements dans lesquels figureront les dispositifs proposés en matière d'innovation. La date du 1<sup>er</sup> janvier 2006 pour une adoption de tous les encadrements semble maintenant trop proche pour autoriser au préalable la consultation de l'ensemble des Etats membres.

Je reste bien entendu à votre disposition et à celle de vos collaborateurs pour discuter dans les meilleurs délais de ces remarques et propositions.

Je vous prie de croire, Madame la Commissaire, à l'assurance de ma haute considération.

  
Alain ROUSSET  
Président du Conseil régional d'Aquitaine

**Madame Neelie KROES**  
Commissaire à la Concurrence  
Commission Européenne  
Rue de la Loi, 200  
B-1049 Bruxelles

## **ANNEXE A LA LETTRE DU PRESIDENT DE L'ASSOCIATION DES REGIONS DE FRANCE**

### **Réactions au projet de communication de la Commission européenne sur l'Innovation**

Au titre des remarques générales, nous partageons pleinement le souhait de la Commission de promouvoir les politiques de la recherche et de l'innovation, atouts importants de la compétitivité de nos entreprises et de nos territoires.

Mais il nous semble primordial de rétablir un soutien par les aides d'Etat à la fois aux structures publiques de recherche et aux grandes entreprises.

Dans nos Régions, l'innovation est très fortement portée par les universités, écoles supérieures et centres de recherches publics. De nombreux chercheurs y travaillent sur des projets aux applications industrielles multiples dont à l'issue bénéficient les entreprises. Leur soutien ne relève pas à strictement parler du domaine des aides d'Etat au développement économique tel que prévu par l'article 87 3 c) du Traité de l'Union, dirigées vers les entreprises. Mais, par les échanges avec les entreprises, les Universités participent de plus en plus au développement économique. Aussi, le soutien de ces structures et l'encouragement du lien entre universités et entreprises est pleinement à intégrer dans le dispositif plus global de soutien à l'innovation. En ce sens, des dispositifs adaptés d'aides au transfert de technologie engageant à la fois les dépenses effectuées par les universités et par les entreprises doivent être élaborés.

En effet, si les universités publiques peuvent être financées à 100% par les fonds publics, c'est pour leur permettre d'assurer leur première mission de préservation, d'enrichissement et de diffusion des connaissances. Leur public est constitué avant tout d'enseignants, d'étudiants et de chercheurs auxquels sont destinés les budgets des établissements d'enseignement supérieur. Mais c'est pour nous une mission prioritaire d'ouvrir le monde de la recherche universitaire à l'entreprise. Pour satisfaire cet objectif, des aides encourageant les coopérations universités-industries et le transfert de connaissances et de chercheurs doivent pouvoir être octroyées. Elles porteront spécifiquement sur les coûts supplémentaires entraînés par ces projets.

Le projet de communication introduit un dispositif de coopération entre les universités et l'industrie qui paraît plus ouvert vers les universités privées. En France, le système universitaire est très largement public ou financé par des fonds publics dans le cadre de conventionnements. Les écoles d'ingénieurs également portées par le secteur privé peuvent en bénéficier.

Aussi, les Régions françaises souhaitent que la définition des universités soit précisée dans le projet dans la mesure où elle peut recouvrir des réalités très différentes entre Etats membres. Elle doit à notre sens intégrer ces écoles d'enseignement supérieur. Il est aussi important de définir ce qui donne le caractère public ou privé à ces organismes.

Afin de lever ces divers problèmes, la situation des établissements publics et des établissements privés doit être rééquilibrée. Les aides doivent être autorisées à la même intensité, quelle que soit la structure qui peut en bénéficier, directement ou indirectement. L'assiette du projet soutenu doit prendre en compte l'intégralité des ressources qui y sont consacrées en dehors de toute considération d'origine, publique ou privée.

De la même manière, les grandes entreprises disposent des moyens les plus importants de recherche. Les PME, dont la majeure partie n'excède pas 20 salariés, peinent à consacrer une part suffisante de leur chiffre d'affaires et de leurs effectifs à la recherche et à l'innovation. C'est pourquoi le soutien à l'innovation ne peut écarter les grandes entreprises dont il nous faut renforcer le lien avec le tissu de PME : l'incitation au transfert de l'innovation entre grandes entreprises et PME en est un moyen important.

Résultant de ces efforts permanents de recherche, les grandes entreprises recèlent des gisements importants d'innovation que soit pour des raisons de marchés trop restreints, soit parce qu'elles sortent de leur cœur de métier, elles ne développent pas. Les PME pourraient ainsi en bénéficier, à condition que des aides incitatives engagent les grandes entreprises à mettre ces innovations à leur disposition.

Dans ce sens, la création de relations soutenues entre grandes entreprises et PME permet de renforcer le tissu économique local et est une garantie du maintien sur place de ces entreprises, trop souvent tentées par des délocalisations. Il s'agit pour nos Régions de satisfaire ainsi un objectif de cohésion territoriale local.

Malheureusement, les dispositifs exposés excluent largement les grandes entreprises. Il s'agit en outre d'une restriction importante par rapport à l'encadrement antérieur qui autorisait le soutien aux grandes entreprises à des taux réduits. Tels qu'ils sont décrits, les processus d'innovation que la Commission entend soutenir ne pourront se mettre en œuvre en raison du manque d'incitation au transfert de l'innovation des grandes entreprises vers les PME. Il semble donc nécessaire de faire accéder les grandes entreprises au soutien à l'innovation, même avec des taux réduits par rapport aux PME, et de développer un dispositif spécifique d'incitation au transfert de l'innovation.

Grandes entreprises et universités sont les deux composantes majeures qui assureront le succès du dernier des dispositifs exposés : **"Soutenir le développement des pôles d'excellence grâce à la collaboration et au regroupement"**.

En ce qui concerne les catégories d'entreprises, les Régions françaises tiennent à rappeler la remarque qu'elles avaient faite à l'occasion de la consultation sur les aides d'Etat à finalité régionale. Elles réitèrent leur demande de reconsidérer les seuils de définition de la grande entreprise. Il conviendrait de ne pas écarter définitivement certaines des grandes entreprises dont la définition par rapport au seuil de salariés paraît aujourd'hui inadaptée à la réalité économique. Des entreprises de plus de 250 salariés sont le plus souvent de grosses PME dont la sphère d'activité n'excède pas une ou plusieurs régions françaises, sans aucune implication avec le marché communautaire ou international. Elles ne peuvent donc pas être assimilées aux grandes entreprises multinationales. Aussi, les Régions françaises considèrent utile de redéfinir la moyenne entreprise telle qu'elle ressort de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 en relevant son seuil à 500 salariés.

Le projet présente l'intérêt nouveau de définir à part entière l'innovation comme étant la phase de la recherche et développement la plus proche du marché. Ainsi, la recherche, menée plus en amont sur les projets industriels, pourra faire l'objet de règles plus précises et plus complètes dans le futur encadrement la concernant. L'innovation recouvre en partie l'ancienne notion de développement préconcurrentiel.

En premier lieu, les Régions françaises estiment qu'il est difficile de se prononcer sur les dispositifs proposés en faveur de l'innovation sans connaître la proposition plus large faite pour l'encadrement Recherche et Développement afin d'évaluer les recoupements ou distinctions nécessaires et l'enrichissement par rapport à l'encadrement antérieur. Elles demandent qu'aucune communication ne soit adoptée tant que l'encadrement recherche et développement n'a pas été approuvé. En ce sens, elles rejoignent la volonté affichée de la Commission de ne pas créer de dispositif spécifique pour l'innovation mais d'intégrer les dispositifs soumis dans les futurs encadrements ou blocs d'exemption. Les Régions françaises demandent cependant que cette réintroduction soit faite dans le souci de la plus grande lisibilité des dispositifs.

En second lieu, la définition de l'innovation est trop restrictive, car elle n'en retient que sa partie technologique. L'innovation technologique entraîne dans l'entreprise qui la mène, comme dans celles qui en feront l'acquisition, des innovations de procédés, d'organisation, de management. Ces innovations doivent pouvoir être également soutenues.

L'examen des dispositifs nous amène à constater que les taux d'intervention mentionnés sur plusieurs d'entre eux constituent une restriction importante des taux existants, aujourd'hui fixés par exemple pour les PME à 25% pour le développement préconcurrentiel et 60% sur les études préalables de faisabilité technique avec des possibilités de majoration pour les PME (+ 10%), pour les zones assistées (+ 15% en 87.3c) et + 5% en 87.3a)), dans le cadre des PCRD (+ 15%) ou de la collaboration transfrontalière (+ 25%). Or les deux taux mentionnés sont très limités : 15% des coûts sur **"Soutenir l'expérimentation technologique et les risques inhérents au lancement de produits novateurs"** et 35% des coûts de personnels sur **"Encourager la formation et la mobilité"**, sans majoration ni modulation.

Il semble contradictoire de vouloir encourager les démarches d'innovation qui nécessitent un investissement préalable important des entreprises, sans taux d'intervention de nature à les y inciter. Aussi, les Régions françaises demandent un relèvement significatif des taux. Afin de traduire une volonté d'encourager plus que par le passé les entreprises à innover, les nouveaux taux doivent être supérieurs aux taux de l'actuel encadrement Recherche et Développement.

Afin notamment d'assurer la satisfaction de l'objectif de cohésion territoriale, les Régions françaises demandent que ces taux soient assortis de bonifications prenant en compte chacun des cas de figure de l'encadrement actuel : PME, régions assistées, PCRD, collaboration transfrontalière.

Les Régions françaises relèvent une contradiction dans le dispositif **"Encourager la création et la croissance des entreprises innovantes en phase de démarrage"**. L'aide au démarrage des entreprises innovantes apparaît moins attractive que l'aide à la création prévue dans les lignes directrices sur les aides à finalité régionale :

- Aide à la création (AEFR) : 25% des dépenses éligibles sur les 3 premières années et 15% pour les 2 années suivantes avec en plus une prime allant de 2 M€ à 3 M€ ;
- Aide à la création (Innovation) : exonération de 50% sur 5 ans des cotisations sociales et taxes assortie d'une aide supplémentaire de 1 M€ pour une entreprise de moins de 5 ans.